

Unité départementale de la Marne
10 rue Clément Ader
51100 REIMS

Reims, le

|

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/11/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Parc éolien de la Saronde

134 rue de Beauvais
60280 Margny-Lès-Compiègne

Références : D2 2024-978
Code AIOT : 0005704269

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/11/2024 dans l'établissement Parc éolien de la Saronde implanté Parc éolien de la Saronde 51260 Saron-sur-Aube. L'inspection a été annoncée le 22/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre des visites périodiques de contrôle des ICPE (installations classées pour la protection de l'environnement).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Parc éolien de la Saronde
- Parc éolien de la Saronde 51260 Saron-sur-Aube
- Code AIOT : 0005704269
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien de la Saronde est implanté sur les territoires des communes de Saron-sur-Aube et Celle-sous-Chantemerle. Il est constitué de 18 éoliennes et 3 postes de livraisons. Ce parc a fait l'objet d'un permis de construire délivré en mai 2011, et a bénéficié des droits acquis par acte préfectoral du 4 juin 2012. Il a été mis en service en janvier 2016. Les installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des ICPE.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-----------------------|--|--|-----------------------|
| 16 | Garanties financières | AP Complémentaire du 10/05/2016, article 5 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|--|-------------------|
| 1 | Situation administrative | Autre du 13/07/2011, article 1 | Sans objet |
| 2 | Documents à disposition de l'IIC | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – I | Sans objet |
| 3 | Suivi environnemental | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 | Sans objet |
| 4 | Mesures compensatoires Mesures préliminaires | Autre du 13/07/2011, article 1 | Sans objet |
| 5 | Conformité acoustique | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28 | Sans objet |
| 6 | Transmission de rapports à l'IIC | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – II | Sans objet |
| 7 | Installations électriques | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10 | Sans objet |
| 8 | Formation et exercices d'entraînement | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15 | Sans objet |
| 9 | Mises à l'arrêt et installations électriques | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17 | Sans objet |
| 10 | Contrôles des brides et pales | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 | Sans objet |
| 11 | Manuel d'entretien et registre de maintenance | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19 | Sans objet |
| 12 | Déchets | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20 | Sans objet |
| 13 | Consignes de sécurité | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22 | Sans objet |
| 14 | Réactivité en cas d'incident | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23 | Sans objet |
| 15 | Formation de glace | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25 | Sans objet |
| 17 | Voies d'accès et abords | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7 | Sans objet |
| 18 | Balisage | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11 | Sans objet |
| 19 | Accès aux installations | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13 | Sans objet |
| 20 | Identification | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14 | Sans objet |
| 21 | Propreté | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16 | Sans objet |
| 22 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Seul le constat relatif à la réactualisation quinquennale du montant de la garantie financière du parc nécessite l'envoi d'un justificatif de la part de l'exploitant.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

| |
|--|
| Référence réglementaire : Autre du 13/07/2011, article 1 |
| Thème(s) : Situation administrative, Situation administrative |
| Prescription contrôlée : Identité de l'exploitant et localisation des installations du site |
| Constats : L'exploitant a fourni à l'inspection l'extrait Kbis de l'établissement ainsi que le relevé géomètre des installations constituant le parc éolien. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : Documents à disposition de l'IIC

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – I |
| Thème(s) : Risques accidentels, Documents à disposition de l'IIC |
| Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports, registres, manuels, consignes et justificatifs visés par le présent arrêté, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée. Par dérogation, le manuel d'entretien destiné à être utilisé par un personnel spécialisé qui dépend du fabricant ou de son mandataire peut être fourni dans une seule des langues communautaires comprises par ce personnel. Les documents attestant de la conformité de l'installation avant sa mise en service ainsi que les rapports de contrôles et de maintenance établis avant le 30 juin 2020 peuvent ne pas être disponibles dans leur version française. Les autres documents établis avant le 30 juin 2020 doivent être disponibles en version française à compter du 1er juillet 2022. |
| Constats : Aucune non-conformité n'a été constatée. Les documents demandés ont été présentés. Certains d'entre eux étant rédigés en langue anglaise, l'exploitant a retranscrit sur un document rédigé en français les éléments utiles à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 3 : Suivi environnemental

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Suivi environnemental |
| Prescription contrôlée : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères [...] ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation[...] Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.[...] Les |

données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de " dépôt légal de données de biodiversité " créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018.[..]Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.

Constats :

Les rapports des suivis environnementaux sur les années 2018 à 2023 ont été transmis à l'inspection, ainsi que les preuves de téléversement de ces données brutes sur le site <https://depot-legal-biodiversite.naturefrance.fr/>.

Des bridages en faveur des chiroptères ont été mis en place et affinés sur la base des suivis successifs réalisés. Un suivi d'écoute en hauteur des chauves-souris a également été réalisé en 2023. Ces derniers font ressortir que les bridages mis en place sont efficaces et nécessaires. Suite aux dernières préconisations, un nouveau protocole de bridage sera mis en place dès l'hiver 2024-2025. Le nouveau paramétrage devra ensuite être confirmé lors d'un suivi programmé sur l'année 2025.

Sous réserve que ce nouveau suivi effectué en 2025 soit réalisé conformément au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées, et ne se limite pas à vérifier l'efficacité du dernier protocole mis en place, il pourra alors également constituer le suivi à 10 ans du parc éolien.

Le suivi environnemental a été renforcé de 2021 à 2023 par un suivi de la reproduction et la protection des nids de busards (busard Saint-Martin, busard cendré, busard des roseaux) fréquentant le site. Le rapport de suivi 2023 sur les busards confirme l'utilité de cette protection sur l'espèce. Le jour de la visite, l'exploitant a informé l'inspection qu'il avait entrepris, dans une démarche volontaire, de poursuivre cette protection des busards sur la totalité de la durée d'exploitation du parc éolien de la Saronde.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures compensatoires Mesures préliminaires

Référence réglementaire : Autre du 13/07/2011, article 1

Thème(s) : Autre, Mesures compensatoires Mesures préliminaires

Prescription contrôlée :

Des mesures compensatoires conditionnaient la réalisation de ce parc éolien et concernent notamment des travaux de restauration sur le Marais "La Noue aux Filles" situé sur la commune de Pars-lès-Romilly, prévus sur une période de 10 ans.

Constats :

Pour la réalisation de ces mesures compensatoires, l'exploitant a sollicité la Fédération départementale des Chasseurs de l'Aube. Les travaux ciblés impliquent en majorité du broyage et du fauchage en vue de réhabiliter les fonctions hydro-écologiques de cette zone humide. Un plan de gestion (travaux et suivis) a été établi pour la période allant de 2018 à 2028.

Le rapport de l'année 2023 sur cette mesure a été transmis à l'inspection par courriel du 27/11/2024. Il fait ressortir que lors des prospectives sur l'année 2023, de nouvelles espèces ont été contactées (1 espèce d'oiseau et 2 espèces de chauves-souris) par rapport aux suivis annuels précédents.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conformité acoustique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 28

| |
|---|
| Thème(s) : Risques accidentels, Conformité acoustique |
| Prescription contrôlée : I.-L'exploitant fait vérifier la conformité acoustique de l'installation aux dispositions de l'article 26 du présent arrêté. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du préfet, cette vérification est faite dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle. Dans le cas d'une dérogation accordée par le préfet, la conformité acoustique de l'installation doit être vérifiée au plus tard dans les 18 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation. II.-Les mesures effectuées pour vérifier le respect des dispositions de l'article 26, ainsi que leur traitement, sont conformes au protocole de mesure acoustique des parcs éoliens terrestres reconnu par le ministre chargé des installations classées. |
| Constats : Une étude acoustique a été réalisée du 2 au 10/11/2017 et transmise à l'inspection. Elle conclut à des résultats conformes aux exigences réglementaires. Aucune plainte n'est à déplorer concernant ce parc. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 6 : Transmission de rapports à l'IIC

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2.3 – II |
| Thème(s) : Risques accidentels, Transmission de rapports à l'IIC |
| Prescription contrôlée : Par dérogation au I, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans leur version française, le cas échéant en version dématérialisée : - les rapports de suivi environnemental visé à l'article 12, au plus tard 6 mois après la dernière campagne de prospection sur le terrain réalisée dans le cadre de ces suivis ; - les rapports acoustiques rédigés à la suite de la vérification de la conformité de l'installation prévue par l'article 28, au plus tard 3 mois après l'achèvement de la campagne de mesures. |
| Constats : Les différents rapports ont été transmis à l'inspection. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 7 : Installations électriques

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 10 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques |
| Prescription contrôlée : L'installation est conçue pour prévenir les risques d'incendie et d'explosion d'origine électrique. Pour satisfaire au 1er alinéa : - les installations électriques à l'intérieur de l'aérogénérateur respectent les dispositions de la directive du 17 mai 2006 susvisée qui leur sont applicables ; - pour les installations électriques non visées par la directive du 17 mai 2006, notamment les installations extérieures à l'aérogénérateur, le respect des dispositions des normes NF C 15-100, NF C 13-100 et NF C 13-200, [...] préfet permet de répondre à cette exigence. Un rapport de contrôle d'un organisme compétent atteste de la conformité de l'ensemble des installations électriques, avant la mise en service industrielle des aérogénérateurs. |

Constats :

Aucune non-conformité n'a été constatée.

Les contrôles des installations électriques sont réalisés et les délais sont respectés. Le contrôle sur pièces a été réalisé par sondage.

En particulier, le rapport de vérification électrique sur l'éolienne n°18 (SAR18) a été effectué le 19/12/2023 et fait état de 2 observations qui ne présentent pas l'indication qu'elles auraient déjà été signalées. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'il a 12 mois à compter de ce précédent contrôle pour effectuer les corrections nécessaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Formation et exercices d'entraînement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15

Thème(s) : Risques accidentels, Formation et exercices d'entraînement

Prescription contrôlée :

Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en oeuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours.

La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.

Constats :

Aucune non-conformité n'a été constatée.

L'ensemble des équipes de mainteneurs est formé. Le sous-traitant en charge de la maintenance envoie périodiquement à l'exploitant les attestations correspondantes.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Mises à l'arrêt et installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques

Prescription contrôlée :

Avant toute mise en service industrielle, l'exploitant réalise des essais [...]

- un arrêt ;
- un arrêt d'urgence ;
- un arrêt depuis un régime de survitesse ou depuis une simulation de ce régime.

Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.

Les installations électriques intérieures et les postes de livraison sont maintenus en bon état et sont contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports

| |
|---|
| de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19. |
| Constats : Aucune non-conformité n'a été constatée. Les opérations de maintenance et de contrôles sont réalisées et les délais sont respectés. Le contrôle sur pièces a été réalisé par sondage. Notamment, les derniers essais d'arrêts périodiques ont été effectués en avril 2024 sur l'éolienne n°15 (SAR15). Le jour de l'inspection, un test d'arrêt depuis un régime de survitesse a été réalisé sur l'éolienne n°12 (SAR12). Il s'est révélé concluant. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 10 : Contrôles des brides et pales

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Contrôles périodiques |
| Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. « II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté. « III. L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. « L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. « Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. « IV. La liste des équipements de sécurité ainsi que les résultats de l'ensemble des contrôles prévus par le présent article sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19. » |
| Constats : Aucune non-conformité n'a été constatée. Un protocole de maintenance et une procédure spécifique au serrage sont en place. Les résultats sont portés sur un registre. Les opérations de maintenance et de contrôles sont réalisées et les délais sont respectés. Le contrôle sur pièces a été réalisé par sondage. Notamment, le dernier contrôle des pales sur l'éoliennes n°15 (SAR15) a été effectué le 7 mars 2024 et le dernier contrôle des brides sur l'éolienne n°5 (SAR05) a été réalisé le 26 avril 2024. |

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Manuel d'entretien et registre de maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19

Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien et registre de maintenance

Prescription contrôlée :

L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

Aucune non-conformité n'a été constatée.

Le registre des interventions sur l'éolienne n°12 (SAR12) est présent à l'intérieur du pied du mat, complété par un registre placé dans la nacelle pour certaines interventions spécifiques. Ils sont renseignés et tenus à jour.

L'ensemble des interventions de maintenance est de plus repris dans un tableau de suivi informatisé, présenté lors de l'inspection. Le registre des opérations de l'année en cours a été transmis par courriel du 27/11/2024 à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

Constats :

L'outil Trackdéchets est utilisé.

La vérification réalisée par sondage a permis de constater que les indications portées sur les bordereaux de suivi des déchets (BSD), permettent d'identifier la société ENERCON comme producteur des déchets, ainsi que de suivre les déchets du producteur à l'éliminateur final. En particulier, le bordereau n°20240326-ASE2JA019 concernait des déchets codifiés 15.01.10 "emballage vide souillé".

L'inspection rappelle à l'exploitant que le nom du producteur des déchets du parc, devant apparaître sur le bordereau, est celui de son exploitant et non celui de sa société mère.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Consignes de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22

Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité

| |
|--|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent :</p> <p>« - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ;</p> <p>« - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ;</p> <p>« - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</p> <p>« - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ;</p> <p>« - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention).</p> <p>« Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>Le Plan de Prévention du parc est mis à jour chaque année. Sa dernière mise à jour date de fin février 2024.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 14 : Réactivité en cas d'incident

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 23</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Réactivité en cas d'incident</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>En cas de détection d'un fonctionnement anormal notamment en cas d'incendie ou d'entrée en survitesse d'un aérogénérateur, l'exploitant ou une personne qu'il aura désigné et formé est en mesure :</p> <p>« - de mettre en œuvre les procédures d'arrêt d'urgence mentionnées à l'article 22 dans un délai maximal de 60 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur ;</p> <p>« - de transmettre l'alerte aux services d'urgence compétents dans un délai de 15 minutes suivant l'entrée en fonctionnement anormal de l'aérogénérateur. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>En complément des procédures mises en œuvre, l'exploitant a transmis aux services de secours du SDIS51, une carte localisant le parc éolien, identifiant chaque éolienne et indiquant les accès à emprunter, ainsi que les numéros d'appel directs pour le joindre.</p> <p>De plus, un contrat a été signé avec une entreprise de gardiennage ayant une entité implantée localement.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 15 : Formation de glace

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Formation de glace |
| Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22 [...]. |
| Constats : Une procédure spécifique à la détection de glace et au redémarrage a été mise en place. Un contrat a été signé avec une entreprise de gardiennage ayant une entité implantée localement, pour le cas où une levée de doute par constat visuel s'avérerait nécessaire. |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 16 : Garanties financières

| |
|--|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 10/05/2016, article 5 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Garanties financières |
| Prescription contrôlée : L'exploitant réactualise tous les 5 ans le montant des garanties financières indiqué à l'article 3, par application de la formule mentionnée à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011 modifié, relatif à la remise en état et à la constitution des garanties financières pour les installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent. |
| Constats : L'acte de cautionnement en cours a été transmis à l'inspection. Il date du 22/12/2015 et couvre la période du 01/01/2016 au 30/12/2031. Or le montant de la garantie financière du parc doit être réactualisé tous les 5 ans. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter l'acte renouvelé le jour de l'inspection. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection propose à Monsieur le Préfet que soit demandé à l'exploitant de : - transmettre aux services préfectoraux le nouvel acte de cautionnement du parc éolien de la Saronde, pris à partir du montant actualisé des garanties financières en application de la formule mentionnée en annexe II de l'arrêté ministériel du 26/08/2011. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 17 : Voies d'accès et abords

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Voies d'accès et abords |
| Prescription contrôlée : |

| |
|---|
| <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les voies d'accès sont carrossables. Les plateformes sont entretenues par une entreprise, avec une fréquence de passage augmentée à 4/an depuis plusieurs années.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 18 : Balisage

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Balisage</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L. 6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du Code de l'aviation civile.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le balisage est en fonctionnement et synchronisé. Le jour de l'inspection, un des deux balisages présent sur l'éolienne n°7 (SAR07) clignotait avec le balisage de nuit (flash rouge). Le second clignotait correctement avec le balisage de jour. L'exploitant en a pris note et a indiqué que la correction serait effectuée lors de la prochaine maintenance, en précisant que si le défaut avait été inverse (clignotement blanc la nuit), une intervention aurait immédiatement été programmée. La réponse de l'exploitant est jugée recevable et n'appelle pas de remarque particulière.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 19 : Accès aux installations

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Accès aux installations</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les équipements visités sont maintenus fermés à clé et sont équipés d'alarmes.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 20 : Identification

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Identification</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> |

| |
|--|
| <p>« Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2.</p> <p>« Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment :</p> <p>« - les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;</p> <p>« - l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;</p> <p>« - la mise en garde face aux risques d'électrocution ;</p> <p>« - la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les panneaux rappelant aux tiers les différentes mises en garde ainsi que les numéros d'urgence sont présents au niveau de chaque plateforme.</p> <p>Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro lisible et identique à celui indiqué dans les documents d'échange avec l'administration.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 21 : Propreté

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16</p> |
| <p>Thème(s) : Risques chroniques, Propreté</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Aucune non-conformité n'a été constatée.</p> <p>L'intérieur des postes de livraison n°1 et n°2, le pied du mât de l'éolienne n°12 (SAR12) ainsi que l'intérieur de sa nacelle sont propres et libres de tout entreposage.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 22 : Moyens de lutte contre l'incendie

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>« Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât. »</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Les extincteurs présents dans les postes de livraison n°1 et n°2 ainsi que l'extincteur en pied de l'éolienne n°12 (SAR12) ont notamment été vérifiés respectivement en décembre 2023 et juillet 2024, ils sont visibles et accessibles.</p> <p>La montée en nacelle a permis de vérifier qu'un extincteur y est également présent et vérifié en juillet 2024.</p> |

| |
|--|
| |
| Type de suites proposées : Sans suite |